

Cote du document: EB 2010/100/R.23/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 13 d)
Date: 16 septembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République du Honduras pour le

Programme de développement rural durable dans la région du Sud (Emprende Sur)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Enrique Murguía
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2341
courriel: e.murguia@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Centième session
Rome, 15-17 septembre 2010

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du programme	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

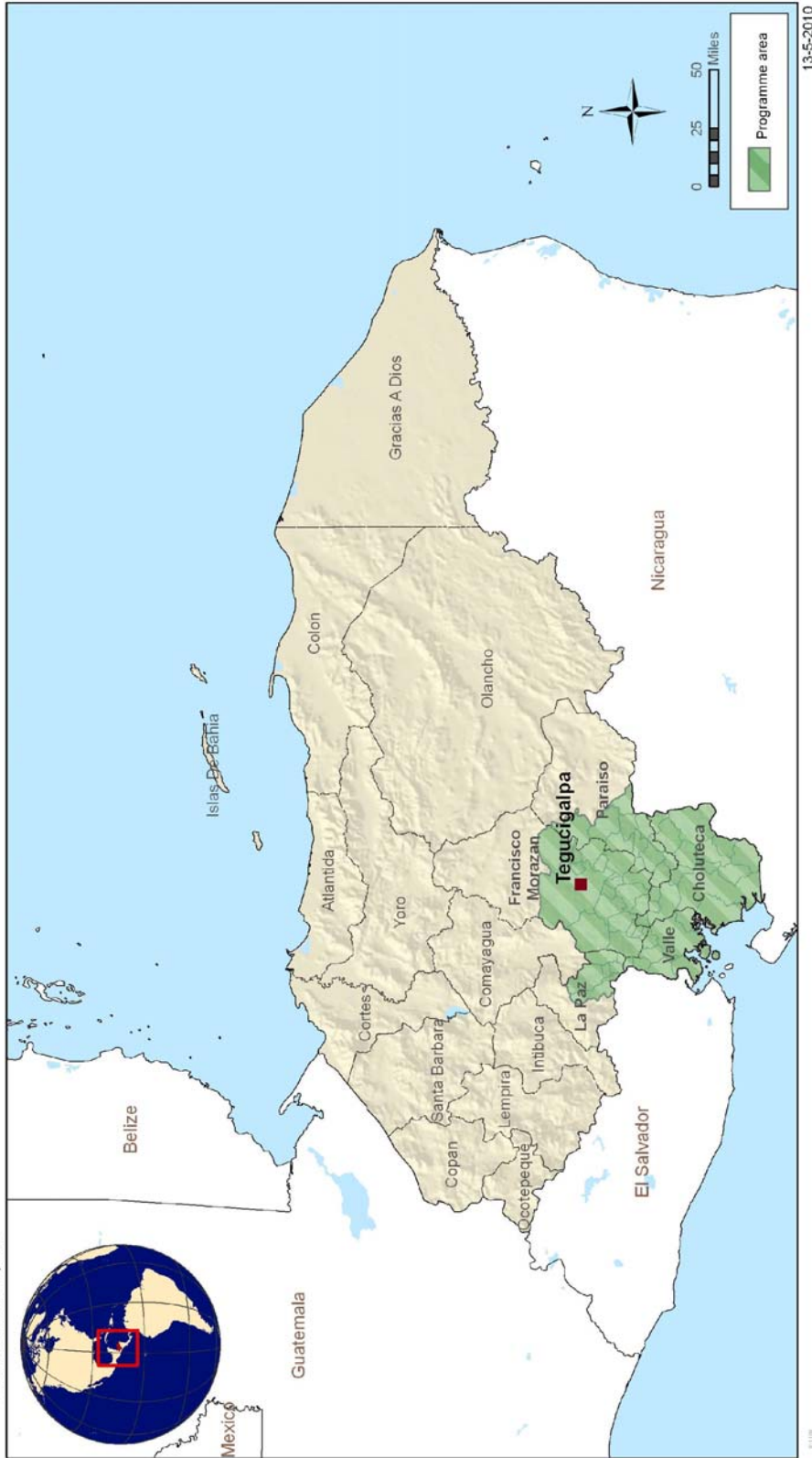
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

Carte de la zone du programme

Republic of Honduras

Sustainable Rural Development Programme for the Southern Region (EMPRENDE SUR)

President's report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



République du Honduras

Programme de développement rural durable dans la région du Sud (Emprende Sur)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Honduras
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du programme:	37,21 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	6,65 millions de DTS (équivalant approximativement à 10,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international (Fonds de l'OPEP)
Montant du cofinancement:	BCIE: 10,0 millions d'USD Fonds de l'OPEP: 10,0 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	3,68 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,53 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République du Honduras pour le Programme de développement rural durable dans la région du Sud (Emprende Sur), telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Proposition de prêt à la République du Honduras pour le Programme de développement rural durable dans la région du Sud (Emprende Sur)

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. Le programme permettra de développer la présence du FIDA dans le pays en consolidant les activités de production, les associations d'épargne rurale et les filières commerciales établies dans le cadre du Programme national de développement local, qui a pris fin en 2009. Il facilitera également le renforcement organisationnel, la planification à l'échelon des municipalités et l'aménagement du territoire, appuyant ainsi les efforts de développement rural décentralisé du Gouvernement hondurien. L'accent sera mis sur l'accès aux marchés et le développement de l'activité en milieu rural pour les petits exploitants et les microentrepreneurs, ce qui devrait aboutir à une hausse de la production, de l'emploi et des revenus. En encourageant les liens entre les entrepreneurs du secteur privé, le programme contribuera à des améliorations durables sur le plan de la qualité de la production, de la commercialisation et des exportations, et en matière de développement des technologies.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Honduras un prêt d'un montant de 6,65 millions de DTS (équivalant approximativement à 10,0 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables pour contribuer au financement du Programme de développement rural durable dans la région du Sud (Emprende Sur).

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Honduras au titre du SAFP est de 19,98 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. En matière de gestion de la dette extérieure, le Honduras applique une politique financière rigoureuse, et il bénéficie d'allègements consentis par des donateurs bilatéraux, ce qui rend la charge de la dette plus supportable. Il dispose par conséquent d'une capacité financière suffisante pour absorber et rembourser le prêt proposé. Le FIDA a octroyé neuf prêts au Honduras depuis 1979, pour un total de 85,0 millions de DTS (le montant moyen des prêts s'élevant à 9,5 millions de DTS). L'un de ces prêts est en cours.

Flux de fonds

5. Le montant du prêt sera déposé sur un compte de programme ouvert auprès de la Banque centrale du Honduras. Les modalités d'ouverture et de tenue du compte de programme seront définies dans le Manuel des opérations, lequel sera soumis à l'avis de non-objection du FIDA.

Modalités de supervision

6. Le programme sera directement supervisé par le FIDA.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. La Section 7.05 a) des Conditions générales ne s'appliquera pas. Les marchés de biens, de travaux et de services financés seront passés conformément aux dispositions de la réglementation concernée du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dans la mesure où celle-ci est compatible avec les Directives du FIDA pour la passation des marchés. Chaque plan de passation de marchés précisera les procédures que la République du Honduras devra appliquer afin de garantir la cohérence avec les directives du FIDA en la matière.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) réalisation d'un audit social par les communautés et les associations de producteurs et développement de la planification à l'échelon municipal; ii) programmation d'audits indépendants annuels, conformément aux directives du FIDA en la matière; iii) élaboration d'un manuel opérationnel pour le développement des entreprises rurales et les autres fonds d'investissement commun; iv) renforcement des capacités de gestion financière et de passation de marchés de l'unité de gestion du programme dans le droit fil du système de gestion intégrée du Ministère des finances; v) négociation d'un accord ou contrat de service avec le PNUD; et vi) dynamisme de l'équipe de gestion du programme de pays conjugué à une présence permanente du FIDA au Honduras.

C. Groupe cible et participation**Groupe cible**

9. Les principaux groupes cibles du programme sont: i) les petits producteurs agricoles pauvres; ii) les microentrepreneurs susceptibles de prendre part aux chaînes de valeur agricoles et non agricoles; iii) les petits entrepreneurs exerçant une activité de transformation et de valorisation; iv) les pêcheurs en eaux intérieures traditionnels; v) les populations autochtones Lenca; et vi) les femmes et les jeunes des zones rurales. Quelque 40 000 ménages bénéficieront du programme, parmi lesquels environ 15 000 auront accès à une assistance technique, aux fonds d'investissement commun, aux services financiers et aux routes rurales, et plus de 25 000 aux routes rurales, aux infrastructures à vocation sociale, ainsi qu'à l'amélioration de la planification à l'échelle des municipalités et de l'aménagement du territoire.

Méthode de ciblage

10. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le programme concentrera les financements sur un certain nombre de communautés et de municipalités qui ne bénéficient pas actuellement d'autres programmes de développement, et renforcera les activités dans les zones auparavant couvertes par le Programme national de développement local. En outre, il s'emploiera à: i) encourager les représentants des usagers et les conseils municipaux à participer à la définition des zones d'intervention, des groupes sociaux concernés et des quotas de bénéficiaires; et ii) donner aux usagers, y compris les femmes et les groupes vulnérables, les moyens de prendre une part active aux activités du programme.

Participation

11. Les participants au programme joueront un rôle dans les activités suivantes: i) diagnostic participatif et planification stratégique; ii) suivi et évaluation du programme (en particulier s'agissant de la réalisation des objectifs sexospécifiques); et iii) travaux du comité de pilotage du programme et des comités d'approbation des projets locaux. Les infrastructures à vocation sociale permettront de réduire la

charge de travail des femmes, leur laissant ainsi davantage de temps pour participer aux activités du programme.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. Le programme contribuera à accroître les revenus, l'emploi et la sécurité alimentaire des ménages ciblés. Plus précisément, il permettra de: i) faciliter la participation des petites entreprises rurales aux chaînes de valeur et de développer leur accès aux marchés intérieurs et extérieurs (notamment grâce à des infrastructures de production et de valorisation, à des associations d'épargne rurale plus fortes et à des routes de desserte rurale de meilleure qualité); ii) renforcer la sécurité alimentaire et réduire la vulnérabilité face aux effets du changement climatique; et iii) favoriser l'augmentation du capital social et humain ainsi que le renforcement des capacités d'organisation, de décision et d'entreprise des associations de producteurs et des communautés rurales (avec l'appui d'infrastructures à vocation sociale plus développées et d'une planification municipale de meilleure qualité).

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le programme favorisera la coordination entre les programmes de développement rural et l'harmonisation des stratégies du gouvernement et des autres institutions en matière de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de la sécurité alimentaire. À cette fin, il s'emploiera à: i) renforcer les capacités de mise en œuvre de l'organisme d'exécution du programme; ii) appuyer la planification à l'échelon des municipalités, l'élaboration des plans d'occupation des sols et d'aménagement du territoire, ainsi que le plan national de développement des associations d'épargne rurale; et iii) consolider les alliances stratégiques avec les institutions de développement, les partenaires de cofinancement (la Banque centraméricaine d'intégration économique [BCIE] et le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international [Fonds de l'OPEP]), la société civile et les acteurs clés du secteur privé.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Conformément au programme d'options stratégiques du FIDA pour le pays axé sur les résultats (2007) et au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, les groupes cibles obtiendront un accès plus large, notamment: i) aux marchés nationaux et régionaux dans le cadre des possibilités offertes par la libéralisation des échanges; ii) à l'emploi, aux services financiers ruraux, aux investissements et à l'assistance technique spécialisée pour créer des activités en milieu rural; iii) aux routes rurales et aux infrastructures à vocation sociale; et iv) aux technologies de nature à favoriser une agriculture durable.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le gouvernement donne priorité à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté, comme indiqué dans le Plan national pour la période 2010-2022. Il est également attaché à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. Ses buts premiers sont: i) d'éliminer la faim et l'extrême pauvreté au sein des communautés rurales et autochtones; ii) de créer des possibilités de développement et des emplois; iii) d'instaurer un modèle de développement régional décentralisé qui favorise l'entrepreneuriat local et la compétitivité; et iv) de réduire la vulnérabilité du pays face aux catastrophes naturelles.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. Le programme proposé s'inscrit dans le droit fil des priorités de développement et des tables rondes sectorielles établies au lendemain de l'ouragan Mitch. La stratégie globale du FIDA pour le pays repose sur la formation de partenariats avec le secteur privé, la coopération avec les donateurs et les partenaires des Nations Unies et le respect des principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au

développement. Le Fonds de l'OPEP et la BCIE sont des partenaires de longue date du FIDA, et le programme mise sur l'expérience considérable acquise dans le cadre du Projet de compétitivité rurale financé par la Banque mondiale au Honduras et du Programme de développement des entreprises rurales de la Banque interaméricaine de développement.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le programme comprend trois composantes: i) accès aux marchés et amélioration des liens entre les entreprises (61% du coût de base); ii) développement humain et territorial (34%); et iii) gestion du programme (5%).

Catégories de dépenses

18. Les dépenses se répartissent en sept catégories: i) infrastructures (33% du coût de base); ii) véhicules et équipement (1%); iii) formation (5%); iv) accords et contrats de services (9%); v) fonds d'investissement commun (38%); vi) salaires (11%); et vii) frais de fonctionnement (3%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Les principaux partenaires d'exécution de l'organe chargé de la mise en œuvre du programme, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, sont: i) les municipalités et les associations municipales, qui participeront aux activités de planification à l'échelon local et municipal et d'aménagement du territoire; ii) les organisations à vocation sociale et les associations de producteurs du groupe cible, qui fourniront des services d'ordre organisationnel et technique; iii) les associations d'épargne rurale et les institutions de microcrédit, qui proposeront à la fois des formations et des services financiers ruraux; iv) les organismes publics, tels que le Fonds national de développement durable en milieu rural, un service du Ministère spécialisé dans les services financiers ruraux; et v) les sous-traitants du secteur privé, qui prendront part à la formulation des plans d'activité, à la promotion des exportations, etc. Le Ministère des finances conclura un accord ou un contrat de services avec le PNUD pour l'administration du produit du prêt.

Responsabilités en matière d'exécution

20. L'exécution du programme sera confiée à une unité de gestion du programme, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage définissant les orientations en matière de politique, de stratégie et de gestion. Le PNUD sera chargé de l'administration du programme. L'unité de gestion du programme conclura les accords ou arrêtera les arrangements avec d'autres parties au programme.

Rôle de l'assistance technique

21. Les usagers-bénéficiaires acquerront les capacités d'organisation et d'exécution nécessaires pour tirer véritablement profit des possibilités offertes par le programme, à la faveur d'un apprentissage quotidien par la pratique. Le programme fournira l'aide et l'appui techniques requis.

Situation des principaux accords d'exécution

22. Outre l'accord de financement, le programme sera régi par: i) l'accord administratif entre le PNUD, le Ministère des finances et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage; ii) des accords opérationnels conclus avec des organismes privés chargés de promouvoir les exportations et de fournir aux entreprises une assistance technique spécialisée; et iii) des accords de collaboration avec les municipalités et les organismes publics.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du programme est de 37,2 millions d'USD sur six ans. Les sources de financement sont le FIDA, la BCIE et le Fonds de l'OPEP, qui fournissent chacun un prêt d'environ 10,0 millions d'USD (soit 27%); le gouvernement, 3,7 millions d'USD (10%); et les usagers-bénéficiaires, 3,5 millions d'USD (9%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du programme

24. Le programme servira à: i) établir, tout au long de chaînes de valeur renforcées, des entreprises rurales viables disposant d'un accès aux marchés, de moyens pour financer leurs investissements et d'une assistance technique; ii) développer l'emploi et augmenter les revenus, ouvrir un accès plus large aux services financiers ruraux et améliorer la sécurité alimentaire; iii) consolider les organisations, autonomiser les communautés et rehausser le capital social, en particulier celui des femmes et des jeunes en milieu rural; iv) enrayer la dégradation des sols et la vulnérabilité écologique résultant du changement climatique; et v) renforcer la planification à l'échelle des municipalités, la coordination sectorielle et la concertation nationale.

Viabilité économique et financière

25. L'essentiel des ressources du programme sera investi dans les parcelles irriguées, les projets de production et de valorisation, les entreprises rurales et le renforcement des capacités, pour le bénéfice direct des usagers ciblés. Les analyses systématiques de l'économie et des chaînes de valeur démontrent que les investissements à financer sont rentables puisqu'on obtient un taux de rendement interne en valeur actuelle nette de 22,7% pour l'ensemble des investissements.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Le programme recueillera et diffusera les enseignements tirés de la mise en œuvre et favorisera la gestion des savoirs. Des études de référence et des études de cas seront réalisées, et des liens institutionnels établis avec les projets en cours du FIDA et les réseaux d'apprentissage régionaux. L'accent sera plus particulièrement mis sur la confrontation des expériences s'agissant de l'accès aux marchés et du développement des entreprises, ainsi qu'en matière de services financiers ruraux innovants. Des supports de formation et d'autres documents seront mis à disposition sous forme imprimée et numérique, et mis en ligne sur le web. La gestion des savoirs inclura également une collaboration avec l'École d'agriculture panaméricaine de Zamorano et des laboratoires d'idées spécialisés dans le développement.

Innovations en matière de développement

27. Les innovations en matière de développement sont les suivantes: i) l'accent mis sur l'accès aux marchés, les liens entre les entreprises et la création d'entreprises rurales; ii) le renforcement des alliances stratégiques avec le secteur privé; iii) une approche axée sur la planification à l'échelle des municipalités, l'aménagement du territoire et le développement rural; et iv) la consolidation des associations d'épargne rurale et la mise en place de services financiers ruraux spécifiques qui répondent aux besoins des groupes cibles du FIDA.

Approche d'élargissement

28. La double stratégie d'intervention du programme (favoriser un développement inclusif et la modernisation et compétitivité au sein du monde rural) et les nouveaux instruments d'accès aux marchés constituent une réponse judicieuse aux difficultés rencontrées dans d'autres régions du pays. Les connaissances acquises en matière de renforcement des liens entre les entreprises et d'amélioration de l'accès aux marchés par le biais de partenariats avec le secteur privé serviront de point de départ pour reproduire les activités et les appliquer à plus grande échelle dans d'autres régions du Honduras et dans d'autres pays d'Amérique centrale.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le programme est confronté à un seul risque majeur: l'efficacité des prêts consentis au titre des programmes précédents a pâti du retard pris par le Congrès pour autoriser ces prêts. Les mesures prévues pour éviter que cette situation ne se reproduise consistent à tenir les organes législatifs et les autres organes de décision clés informés des objectifs du programme en faisant appel à une équipe de gestion du programme de pays renforcée et à la supervision directe par le FIDA.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé dans la catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

K. Durabilité

31. La durabilité des services mis en place dans le cadre du programme dépendra principalement: i) de l'aptitude des organisations d'utilisateurs et des associations à vocation économique à gérer leurs entreprises et à établir des liens effectifs avec les marchés et les secteurs public et privé; ii) du degré de généralisation des pratiques institutionnelles concernant la planification participative au sein des municipalités et l'autonomisation sociale et économique générale des groupes cibles pratiques; et iii) du renforcement des capacités opérationnelles de l'organisme d'exécution.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la République du Honduras et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République du Honduras est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Honduras un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à six millions six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (6 650 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: “Programa de Desarrollo Rural Sostenible para la Región Sur (Emprende Sur)”

(Negociaciones concluidas el 13 de septiembre de 2010)

Número del Préstamo: _____

Programa de Desarrollo Rural Sostenible para la Región Sur –Emprende Sur (“el Programa”)

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el “Fondo” o el “FIDA”)

y

la República de Honduras (el “Prestatario”)

(cada uno de ellos por separado la “Parte” y los dos colectivamente las “Partes”)

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

El Prestatario pretende obtener un préstamo del Banco Centroamericano de Integración Económica (BCIE) de aproximadamente USD 10,0 millones; un préstamo del Fondo OPEP para el Desarrollo Internacional de USD 10,0 millones o un préstamo de otra fuente de financiamiento, para cofinanciar el Programa.

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Programa (Anexo 1), y el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y las Disposiciones especiales (Anexo 3).

2. Se adjuntan al presente convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las “Condiciones Generales”) y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio, a excepción de las disposiciones que se especifican en el párrafo 3 de la Sección E *infra*. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario (la “Financiación”), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Programa de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto del préstamo es de DEG 6 650 000.
2. El Préstamo se concede en condiciones muy favorables.

3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será la moneda de los Estados Unidos de América (USD).
4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será 1º Enero.
5. Los pagos del capital y los cargos por servicio serán pagaderos cada 15 de febrero y 15 de agosto.
6. Los recursos del Préstamo serán depositados en una cuenta en el Banco Central de Honduras. Habrá una cuenta del Programa, cuya apertura y manejo serán definidos en el Manual de Operaciones del Programa, con la no objeción del FIDA.
7. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Programa por el monto de USD 3,7 millones. Los fondos de contrapartida corresponden a los cargos por concepto de impuestos para los bienes y servicios adquiridos con cargo al Préstamo.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Programa será la Secretaría de Agricultura y Ganadería.
2. Se designa Partes adicionales en el Programa al Comité Directivo del Programa (CD), a la Unidad Gerencial del Programa (UGP), al Consejo Consultivo del Programa (CCP), al Comité Técnico del Programa (CT), a los Comités Locales de Aprobación (CLAPS), y al Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) que actuará como agencia administradora de los recursos del Préstamo.
3. La Fecha de Terminación del Programa será dentro del sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

El Préstamo será administrado y el Programa será supervisado por el FIDA.

Sección E

1. Se considera que es motivo adicional para la suspensión del presente Convenio el siguiente:

Que el Manual de Operaciones, o cualquiera de sus disposiciones, haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación sin el acuerdo previo del Fondo, y éste haya determinado que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Programa.

2. Se considera que es condición general adicional previa para el retiro de fondos la siguiente:

Que la Unidad Gerencial del Programa (UGP) haya sido establecida en conformidad con el presente Convenio.

3. La disposición siguiente de las Condiciones Generales no será aplicable al presente Convenio:

Sección 7.05 a) que será reemplazada por la siguiente disposición: La adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios financiados con los recursos de la Financiación se realizarán de conformidad con las disposiciones del PNUD, en la

medida en que éstas sean compatibles con las Directrices del FIDA para la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios. En cada Plan de Adquisiciones y Contratación se determinarán los procedimientos que el Prestatario deberá aplicar para asegurar la compatibilidad con las Directrices del FIDA para la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios.

4. El presente Convenio está sujeto a la ratificación del Prestatario.

5. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Presidente
Via Paolo di Dono 44
00142, Roma
Italia

Por el Prestatario:

Secretario de Estado en el Despacho de Finanzas
Bo. El jazmín, Avenida Cervantes Tercera Calle
Tegucigalpa, M.D.C.
Honduras

El presente Convenio, de fecha _____, se ha preparado en idioma (español) en seis (6) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo y las otras tres (3) para el Prestatario.

Por el Fondo

Por el Prestatario

Anexo 1

Descripción del Programa y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Programa

1. *Población objetivo/usuarios.* Los grupos-objetivo incluyen: pequeños productores rurales pobres, campesinos y productores de ladera, microempresarios con potencialidades para insertarse en cadenas de valor (agropecuarios y no agropecuarios), pequeños empresarios en transformación y agregación de valor, pequeños productores de pesquería artesanal, mujeres y jóvenes rurales y poblaciones indígenas en los departamentos de Choluteca, El Paraíso, Francisco Morazán, La Paz, y Valle (el "Área del Programa")

2. *Meta.* La meta del Programa es contribuir a incrementar las oportunidades de ingresos, empleo y seguridad alimentaria de los pequeños productores organizados, propiciando la inserción a cadenas de valor y el acceso de sus empresas y negocios rurales competitivos a los mercados nacionales y externos.

3. *Objetivos.* Los objetivos del Programa incluirán:

- a) Contribuir a que las organizaciones de pequeños productores/as (agropecuarios y no agropecuarios) accedan a mercados dinámicos y se inserten en cadenas de valor, mediante el mejoramiento y especialización de sus actividades productivas, económicas y empresariales, y se conviertan en empresas competitivas y sostenibles;
- b) Facilitar el acceso de las organizaciones de productores/as y de las cajas rurales a los servicios financieros rurales (SFR) existentes;
- c) Fortalecer las capacidades organizativas, administrativas y de gestión empresarial de las organizaciones y las comunidades rurales para insertarse en el desarrollo social, económico-comercial y territorial; y
- d) Mejorar la seguridad alimentaria de las familias pobres rurales, y reducir la vulnerabilidad de los pequeños productores frente a los riesgos del cambio climático.

4. *Componentes.* Además del componente de Gestión del Programa que abarca acciones de Planificación, Seguimiento y Evaluación, asesoría en género, asesoría jurídica y gestión del conocimiento, el Programa incluye los siguientes componentes:

A. Componente Acceso a Mercados y Desarrollo de Encadenamientos Empresariales.

A.1. Los objetivos del componente son: a) promover la ejecución de Planes de Negocios articulados a las Cadenas de Valor, que permitan el acceso de productos agrícolas y no agrícolas, a mercados nacionales, regionales y extra regionales; b) promover la creación, consolidación y desarrollo de micro y pequeñas empresas, mediante la ejecución de planes de negocios que permitan su inserción en las cadenas de valor; y c) aumentar la profundización financiera facilitando el acceso a servicios financieros de la población rural organizada a través de Cajas Rurales y otros instrumentos, de forma sostenible y sustentable.

A.2. El Programa contempla apoyar tanto las cadenas agroalimentarias como las comerciales de los grupos-objetivo (granos básicos, frutas y hortalizas, marañón, ajonjolí, apicultura, acuicultura artesanal, servicios de turismo rural

comunitario, artesanías entre otros), según el potencial agro económico micro-regional.

A.3. El componente incluye acciones bajo las siguientes líneas de acción:

- a) *Creación y consolidación de encadenamientos empresariales* (alianzas entre organizaciones de pequeños productores y actores comerciales).

Bajo esta línea de acción, el Programa desarrollará un programa integral de desarrollo de capacidades y asistencia técnica especializada, en el programa de capacidades incluirá entre otros las siguientes actividades: i) capacitación del personal técnico del Programa; ii) giras de intercambio de experiencias; iii) capacitación sobre oportunidades de negocios y capacidad de negociación; iv) capacitación y asistencia técnica en producción y manejo post-cosecha; v) capacitación y asistencia técnica en mercadeo de productos y comercialización; vi) capacitación en cadenas de valor; vii) capacitación en Buenas Practicas Agrícolas (BPA), Buenas Practicas de Manufactura (BPM) y Buenas Practicas Empresariales (BPE); viii) capacitación en control de calidad; y ix) capacitación en procesos de certificación. De la misma manera, la asistencia técnica especializada, comprende principalmente: i) capacitación en servicio a organizaciones en temas de organización, comerciales, administración y gerencia; ii) certificación de productos; iii) estudios sobre las cadenas de valor; iv) inteligencia y apoyo de mercados, e.g. participación de miembros de las organizaciones de usuarios/as en ferias nacionales e internacionales; v) inducción, participación y seguimiento a ruedas de negocios; y vi) registro de marcas.

Asimismo, esta línea de acción apoyará al acceso de la información e inteligencia de mercados por medio de acceso al Sistema de Investigación e Información de Mercados que ya existe en Honduras.

- b) *Fondos de coinversión*: i) Fondo de coinversión en fincas; ii) Fondo de coinversión en agroindustrias y microempresas rurales, incluyendo financiamiento para iniciativas de jóvenes y mujeres rurales; iii) Coinversiones en pago de servicios ambientales: inversiones en conservación de suelos y un programa piloto de pago de servicios ambientales; y iv) Fondo de expansión de los servicios financieros rurales a ser ejecutado bajo la línea de acción de servicios financieros rurales.

El Fondo de coinversión en fincas buscará mejorar los procesos que afectan el funcionamiento de la producción primaria en las cadenas de valor, en que los pequeños productores vulnerables participen de manera importante. Las actividades a desarrollar serán:

- análisis participativos de las cadenas priorizadas;
- diseño de un plan de mejoramiento del funcionamiento de la cadena;
- presentación de propuestas de Planes de Negocios Sustentables (PNS).

El Fondo de coinversión en agroindustrias y microempresas rurales será utilizado para la capitalización de las agroindustrias y Microempresas Rurales (MER) en la búsqueda y garantía de competitividad. La función es la de financiar, parcialmente o totalmente, de manera no reembolsable, las iniciativas productivas de agregación de valor/transformación y de creación de empresas rurales (agropecuarias y no-agropecuarias), incluyendo: centros de acopio, agroindustria, procesamiento, cadena de frío, equipamiento, turismo rural, artesanías, etc.; además de los servicios técnicos productivos y empresariales esenciales. El financiamiento de los PNS, beneficiará a todas

aquellas asociaciones de pequeños productores, cooperativas, cajas rurales, grupos de mujeres y grupos de jóvenes que presenten demandas.

- c) *Servicios Financieros Rurales (SFRs)*: la línea de acción de SFRs se ejecutará por medio de la vinculación de los pequeños productores y micro negocios; jóvenes y grupos de mujeres organizados en Cajas Rurales o en encadenamientos empresariales; con el sector financiero, Bancos, Cooperativas, Organizaciones Privadas de Desarrollo Financieras.

Los enfoques de trabajo serán los siguientes: *Enfoque de Trabajo 1: Vinculación de las Cajas Rurales*: la intervención se inserta en el marco del Plan Nacional de Cajas Rurales, se han previsto las siguientes tareas de acción: i) Capacitación y Asistencia Técnica especializada; ii) Elaboración participativa de análisis institucionales, planes estratégicos y planes de negocios; iii) implementación de un sistema de monitoreo del desempeño financiero, autorregulación y de calificación del riesgo; iv) alianzas público-privadas para el acceso a fondeo; v) implementación de un sistema de monitoreo de desempeño social y ambiental; y vi) incidencia en las políticas públicas financieras. *Enfoque de trabajo 2*: Este enfoque será utilizado para los nuevos encadenamientos empresariales apoyados por el Programa y que no forman parte de una Caja Rural, y contempla las siguientes áreas de acción: i) planes de negocios con énfasis en el análisis de los flujos de recursos e identificación de instrumentos financieros; ii) capacitación y asistencia técnica para el acceso a los mercados financieros; y iii) fondo para facilitar el acceso a los servicios financieros.

- d) *Caminos Rurales de Acceso*. Esta línea de acción se basa en: i) el mejoramiento/rehabilitación de segmentos clave (priorizados) de caminos rurales terciarios; y ii) el establecimiento de los mecanismos de apropiación de las obras en el ámbito local y de concurrencia en el mantenimiento permanente por las instancias gubernamentales correspondientes, centrales y municipales.

B. Componente Desarrollo Humano y Territorial

- B.1. El objetivo de este componente es el de apoyar los procesos de desarrollo social y humano de las comunidades y de las entidades económicas. Se busca: a) contribuir al fortalecimiento de las capacidades organizativas, administrativas y de gestión de las organizaciones para poder insertarse en el desarrollo social, económico-comercial y territorial; b) fortalecer las capacidades institucionales y técnicas en los municipios para su intervención en el desarrollo rural empresarial con un enfoque de territorialidad; c) mejorar los procesos de planificación del desarrollo económico territorial de las mancomunidades y municipios priorizados por criterios de pobreza en el área de intervención, incorporando el enfoque de cadenas de valor y perspectiva de género; d) contribuir a mejorar el acceso-disponibilidad de infraestructura social-familiar básica de las familias rurales pobres; y e) contribuir a reducir la vulnerabilidad a la inseguridad alimentaria y reducir los riesgos de los pequeños productores frente a las manifestaciones del cambio climático a través de mejores prácticas de manejo de recursos naturales y de la adaptación de la producción agropecuaria frente a sequías y lluvias severas.

- B.2 El componente será implementado a través de las siguientes líneas de acción:
- a) *Desarrollo Organizacional y Territorial*: comprendiendo: i) fortalecimiento y capacitación de las organizaciones de pequeños productores; ii) apoyo a la planificación municipal y territorial en función de las cadenas de valor identificadas, y equipamiento de oficinas de planificación y de la mujer en las municipalidades; y iii) desarrollo de capacidades emprendedoras de grupos y jóvenes y mujeres, incluyendo capacitación técnica ocupacional de jóvenes (hombres y mujeres). Actividades específicas, incluyen: programación y ejecución de talleres y cursos de capacitación que contribuyan al fortalecimiento de las capacidades de los miembros de las organizaciones usuarias del Programa, grupos vulnerables (jóvenes y mujeres); capacitación del personal técnico de las oficinas de planificación municipal y las oficinas municipales de la mujer; talleres y eventos de promoción de la empresarialidad juvenil y de mujeres; facilitación del financiamiento y gestión de iniciativas emprendedoras de jóvenes y mujeres (negocios); financiamiento de capacitación técnica ocupacional para la inserción de jóvenes en las asociaciones o en el mercado laboral; y apoyo a la conservación y fomento de la cultura local.
 - b) *Inversiones para el Desarrollo Humano*: expansión de infraestructura comunitaria, incluyendo estructuras de cosecha de agua para consumo agrícola, huertos familiares y la creación de bosques energéticos, además de fogones mejorados.
 - c) *Seguridad Alimentaria y Mitigación del Riesgo Climático*: comprendiendo: i) implementación de nuevos sistemas de riego o mejoramiento de los existentes, por goteo o microaspersión, privilegiando el uso de la energía renovable; ii) obras y prácticas de conservación de suelos, e introducción de tecnologías de cultivo adaptadas a la sequía. Estas obras se implementarán en todas las parcelas de los usuarios del Programa y se aplicarán a todos los cultivos anuales y perennes, para lo cual los pequeños productores recibirán capacitación, asistencia técnica, y financiamiento no reembolsable; y iii) un programa piloto de pago por servicios ambientales y manejo del recurso hídrico para la conservación ambiental.
 - d) *Fortalecimiento Institucional* de las capacidades operacionales de la Secretaría de Agricultura y Ganadería y el Fondo Nacional de Desarrollo Rural Sostenible para la implementación del Programa, y en apoyo al Plan Nacional de Cajas Rurales respectivamente. Las principales acciones e inversiones a implementar, incluyen: adecuación y equipamiento de tres oficinas Departamentales de la SAG donde funcionarán las Coordinaciones Técnicas Departamentales de Agronegocios del Programa; apoyo al desarrollo del Marco Regulatorio de Agro-negocios, por medio de una asesoría especializada; diseño del Sistema de seguimiento y evaluación (SyE), incluido el diseño del software de monitoreo; financiamiento de evaluaciones de impacto del Programa; capacitación en temas clave de desarrollo rural, como género, SyE, desarrollo de encadenamientos, SFR, etc., apoyo al diálogo de políticas del sector; y apoyo a la implementación del Plan Nacional de Cajas Rurales.

C. Componente Gestión del Programa

- C.1 Este componente facilitará la ejecución del Programa, a través de una gestión basada en resultados y la sistematización de experiencias de implementación. Se incluyen las actividades e inversiones de: Operación de la Unidad Gerencial del Programa administración contable y financiera; planificación, seguimiento y evaluación, estudios socioeconómicos de base (Sistema de SyE y Sistema RIMS/FIDA); asesoría en género; asesoría jurídica y asesoría en aspectos culturales; y gestión del conocimiento, incluyendo divulgación e intercambio de experiencias en el ámbito de los programas nacionales y subregionales.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Programa

- 1.1 *Designación.* Se designa a la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG), a través de la Unidad Gerencial del Programa, como Organismo Responsable del Programa.
- 1.2 *Responsabilidades:* La SAG será responsable de la ejecución global del Programa y, conjuntamente con el Consejo Directivo del Programa, será responsable de las orientaciones generales del mismo. El Secretario de la SAG delegará todas las decisiones de gestión cotidiana del Programa, al Gerente de la UGP.
- 1.3 Entre las funciones del Secretario de la SAG se encuentran: a) coordinar la ejecución global del Programa a través de la UGP; b) revisar y aprobar, conjuntamente con el Consejo Directivo del Programa, los Planes Operativos Anuales (POA) y Presupuestos anuales del Programa; aprobar el Manual de Operaciones del Programa y sus modificaciones; y solicitar la No Objeción del FIDA por medio de la UGP; y c) ejecutar en forma directa los componentes del Programa en coordinación con los otros actores institucionales del mismo.

2. El Consejo Directivo del Programa (CDP)

- 2.1 *Establecimiento.* El Prestatario establecerá un Consejo Directivo del Programa (CDP).
- 2.2 *Composición.* El CDP será presidido por el Secretario de Estado en el Despacho de Agricultura y Ganadería o su representante e integrado por a) el Secretario de Estado en el Despacho de Finanzas o su representante, b) dos representantes de las asociaciones u organizaciones de productores elegidos anualmente, por sus comunidades; c) dos representantes de las autoridades locales del área donde se ejecutaran los proyectos o planes de negocios; d) el representante designado por el PNUD; e) el encargado de cooperación externa de la SAG; y f) el Gerente del Programa, quien actuará como Secretario del CDP.
- 2.3. *Responsabilidades.* Las responsabilidades de CDP incluirán: a) Definir y establecer las políticas, planes, estrategias y normas que requiera el funcionamiento del Programa, de manera conjunta con el Organismo Responsable del Programa; b) Aprobar los Planes Estratégicos y los POA y los Presupuesto anuales del Programa; y c) Aprobar la contratación del Gerente del Programa.
- 2.4 El CDP se reunirá de manera ordinaria de forma trimestral y extraordinariamente, las veces que sean necesarias, durante la implementación del mismo. A solicitud de alguno de los miembros del CDP y en consulta con los demás miembros podrán celebrarse las reuniones extraordinarias mencionadas.

3. El Comité Operativo del Programa (COP)

- 3.1 *Establecimiento.* El Prestatario establecerá un Comité Operativo del Programa (COP) cuyas responsabilidades y composición se describen en los párrafos siguientes.
- 3.2 *Composición.* Los miembros del COP serán los siguientes: a) un delegado de la SAG; b) el Gerente del Programa, responsable de presentar las propuestas; c) un Representante de las Mancomunidades; d) un representante designado por el PNUD; e) el encargado de Planificación de la UGP; y f) el encargado de promoción y operaciones de la UGP.
- 3.3. *Responsabilidades.* El COP será el encargado de aprobar las propuestas de proyectos de ámbito regional a financiarse por el Programa. Los procedimientos de aprobación y techos financieros serán establecidos en el Manual de Operaciones, previo al visto bueno del PNUD y la no objeción del FIDA. Las demás responsabilidades del COP serán asimismo definidas en el Manual de Operaciones del Programa.

4. La Unidad Gerencial del Programa (UGP)

- 4.1 *Establecimiento.* La SAG establecerá una Unidad Gerencial del Programa (UGP) en la Región Sur del país, que será encargada de la gestión diaria del Programa basada en resultados y la sistematización de experiencias de implementación. En el desarrollo de sus funciones, la UGP contará con el apoyo del PNUD para la administración de los recursos del préstamo, en el marco de un acuerdo de administración a ser suscrito entre esta institución y el Prestatario, con la previa no objeción del FIDA.

La UGP gozará de autonomía administrativa y financiera para implementar el Programa. Dicha autonomía implica: a) que todos los procesos que se realicen sean transparentes y exentos de influencia política; b) la UGP es una Unidad desconcentrada y es responsable de la gestión y de la toma cotidiana de decisiones.

- 4.2 *Composición.* La UGP tendrá el personal inicial mínimo siguiente: a) Gerente del Programa; b) un Coordinador/a de la Unidad de Administración y Contabilidad (Administrador Financiero); c) un Contador/a General; d) un Coordinador/a de la Unidad de Planificación, Seguimiento y Evaluación; e) un Asesor/a de Género; f) un Asesor/a de la Unidad Legal; g) un Auditor/a Interno; h) los Coordinadores/as de: la Unidad de Desarrollo Humano y Territorial; la Unidad de Acceso a Mercados y Desarrollo de Encadenamientos Empresariales; e i) el personal administrativo que sea necesario.
- 4.3 El personal de la UGP será seleccionado y contratado a través de procedimientos transparentes y competitivos. Los contratos del personal de la UGP estarán sujetos al régimen impositivo de la legislación nacional pertinente.
- 4.4 *Responsabilidades.* Las responsabilidades de la UGP incluirán: a) operación de la UGP; b) administración contable y financiera; planificación, SyE; c) estudios socioeconómicos de base; d) asesoría de género; e) asesoría jurídica; f) gestión del conocimiento; g) planificación de las actividades; h) gestión de la ejecución; e i) y el monitoreo y la evaluación de las acciones del Programa.
- 4.5 *Organización.* La UGP estará organizada en diferentes unidades una por cada componente. Para optimizar sus operaciones, instalará tres oficinas regionales. Las oficinas regionales supervisarán todas las actividades del Programa a nivel de la región.

5. El Comité Técnico del Programa (CT)

- 5.1 *Establecimiento.* La SAG establecerá un Comité Técnico (CT), cuyas funciones se detallaran en el Manual de Operaciones del Programa.
 - 5.2 *Composición.* El CT estará compuesto por los coordinadores/as de la *Unidad* de Desarrollo Humano y Territorial y de la Unidad de Acceso a Mercados y Desarrollo de Encadenamientos Empresariales. Será presidido por el Gerente del Programa y se reunirá una vez al mes.
 - 5.3 *Responsabilidades.* El CT será encargado de coordinar todas las actividades de terreno y asegurar la complementariedad de las acciones bajo el esquema de fortalecimiento de cadenas de valor.
6. Los Comités Locales de Aprobación (CLAPS)
- 6.1 *Establecimiento.* La SAG establecerá los Comités Locales de Aprobación (CLAPS).
 - 6.2 *Composición.* Los miembros de los CLAPS serán los siguientes: a) dos representantes de los gobiernos locales de la región; b) dos representantes de la *comunidad* elegidos en asamblea, que se relacionen directamente con el Plan de Negocios; c) dos técnicos de la UGP, que se encarguen del levantamiento y supervisión de los Planes de negocios.
 - 6.3 *Responsabilidades.* Conjuntamente con los beneficiarios, los CLAPS serán encargados de aprobar las propuestas de proyectos de ámbito local a financiarse por el Programa. Los procedimientos de aprobación y techos financieros serán establecidos en el Manual de Operaciones, previo al visto bueno del PNUD y la no objeción del FIDA. El control técnico de calidad de las propuestas que sean aprobadas por los CLAPS es responsabilidad de la UGP.
7. El Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)
- 7.1 *Responsabilidades.* La SAG y el PNUD suscribirán un acuerdo para la administración de los recursos del Programa. El PNUD será en encargado de la administración y dará un acompañamiento a las actividades programadas y capacitaciones puntuales que garanticen un buen uso de los recursos.
 - 7.2 El acuerdo de administración entre la SAG, el Prestatario y el PNUD deberá contar con la no objeción del FIDA.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo Asignado (expresado en SDR)	Porcentaje de financiación
1. Equipos y Vehículos	235 000	100% sin impuestos
2. Capacitación	1 025 000	100% sin impuestos
3. Convenio y Contratos de Servicios	1 860 000	100% sin impuestos
4. Fondos de Coinversión en pago por servicios ambientales	110 000	100% sin impuestos y contribuciones de usuarios
5. Salarios	2 265 000	100% sin impuestos
6. Gastos de Operación	490 000	100% sin impuestos
7. Sin asignación	665 000	
TOTAL	6 650 000	

2. *Costos de puesta en marcha.* El retiro de fondos respecto de los costos de puesta en marcha en la(s) categoría(s) V y VI realizados antes de satisfacer las Condiciones Generales previas para el retiro (Sección E 2 del presente Convenio) no deberán exceder un monto total de USD 100 000.

Key reference documents

Country reference documents

Visión de País 2010–2038 y Plan de Nación 2010-2022, presentados para consideración del Soberano Congreso Nacional. Tegucigalpa, enero de 2010

Informe sobre Desarrollo Humano. Honduras: De la exclusión social a la ciudadanía juvenil. Tegucigalpa, Honduras: PNUD, 2008/2009.

IFAD reference documents

Programme design document (PDD) and key files

Country Strategic Opportunities Programme (2007)

IFAD – Rural Finance Policy

IFAD – Rural Microenterprise Policy

IFAD – Targeting Policy

Logical framework

OBJECTIVE HIERARCHY	KEY PERFORMANCE INDICATORS AND TARGETS	MONITORING MECHANISMS AND INFORMATION SOURCES	ASSUMPTIONS
GOAL Contribute to overcome poverty and improve the livelihood of the rural and indigenous populations of Southern Honduras.	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of households that increase their index of household assets ownership (RIMS anchor indicator). Percentage reduction of children malnutrition (RIMS anchor indicator). Increases in the Human Development Index by department and municipality. 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS surveys. Honduras Development Report (UNDP). National development reports 	
aPROJECT PURPOSE (Six-year investment) The rural poor increase their income, employment opportunities, and food security, through increased production and their insertion into enhanced value chains and greater to access to competitive national and external markets.	<ul style="list-style-type: none"> 40 000 families take part of the programme's integral development processes and investments – including at least 30% women-led (RIMS indicator); 65% of producer associations involved in entrepreneurial linkages and transformation/ value aggregation improve their incomes/ employment, accessing national and international markets; 50% of producer associations with incipient potential for value chain/ market insertion improve their incomes and consolidate their production activities, accessing local and national markets; 4,000 jobs created (30% for women) through rural business creation/ consolidation by enhanced producer associations; 60% of rural saving associations and 60% of the organisations involved in entrepreneurial linkage plans, operate with funding derived from expanded/ improved rural financial services; 50% of scholarship-supported students (at least 30% young women) obtain relevant jobs and/ or develop business initiatives. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study; mid-term and final evaluations RIMS surveys (1st, 3th and final year) Regular P/M&E reports Thematic evaluation reports 	<p>The Government's agenda for rural development/ poverty reduction maintains its stated high priority.</p> <p>The country's economy is stable; market conditions favour productive agricultural growth and exports; and no major natural disaster occurs.</p>
COMPONENT: MARKET ACCESS AND DEVELOPMENT OF ENTREPRENEURIAL LINKAGES			
Output 1: Market Access and Entrepreneurial Linkage Development The organized small producers and rural entrepreneurs (agricultural and non-agricultural) establish linkages to enhanced value chains, create rural businesses and microenterprises, and obtain access to competitive national and international markets.	<ul style="list-style-type: none"> 15 000 producers, involved in producer groups/ associations, participate in training and specialised TA, related to primary production, processing/ value aggregation, market access, etc., of which 30% rural women. 2 800 of these are small agricultural producers requiring emphasis on primary production intensification/diversification; 9 200 are micro-entrepreneurs with potential for value chain insertion and wider market access; and 3 000 are small entrepreneurs with established capacity for transformation/ value aggregation and linkage to external markets; 152 producer organisations/ microenterprises (agricultural/ non-agricultural) strengthen their operational capacities, of which 35% are women-run initiatives; 30 groups of young people and rural women develop local economic activities, productive, entrepreneurial and commercial (agricultural and non-agricultural); 	<ul style="list-style-type: none"> Business plans Regular Planning/M&E reports Mid-term and final evaluations Documents and records of economic organizations and technical and business-support service providers 	<p>CAFTA's policies are favourable for access to the region's markets.</p> <p>Commercial actors participate in and establish agreements with organisations of small producers.</p>
Output 2: Rural Financial Services The rural credit and saving associations (cajas rurales) and the producer organisations involved in entrepreneurial linkage plans, get connected to, and achieve wider access to existing rural financial services.	<ul style="list-style-type: none"> 200 rural saving associations participate of the Programme's technical capacity development for rural financial services; 800 delegates of rural saving associations, trained under the Programme, effectively operate financial intermediation tools, of which 50% women; At least 9 600 users-beneficiaries (30% women and young people) get access to existing financing services and funds; 122 producer organizations which are involved in entrepreneurial business plans establish linkages to, and access to existing RFSs. 	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports on the National Plan for Rural Saving Associations (RSAs) Regular Planning/ M&E reports Documents and records of organizations; RSAs and RFS service providers 	<p>The country's legal framework, favourable to the consolidation of rural micro-financing systems and the national plan for rural saving associations.</p>
COMPONENT: HUMAN AND TERRITORIAL DEVELOPMENT			
Output 3: Organizational and Territorial Development The user-beneficiary organisations and the municipalities strengthen their organizational, territorial planning, and business-related managerial capacities, aimed at social and economic development.	<ul style="list-style-type: none"> 2 400 associate producers, of 122 associations, participate of the Programme's training/organisational strengthening activities, of which 30% are rural women; 30 rural women and young people's groups develop organisational and productive/ entrepreneurial capacities, and initiate local economic activities; 5 00 young people (30% women) improve their knowledge, and technical occupational abilities; 20 municipalities that improve their institutional capacities, formulate and execute rural territorial socioeconomic development plans. 	<ul style="list-style-type: none"> Territorial/ municipal development plans Regular Planning/ M&E reports Mid-term and final evaluations Municipal records/ archives Documents and records of organizations 	<p>Political will for municipal territorial development, exercised.</p>
Output 4: Food Security and Climate Risk Mitigation The subsistence agricultural producers improve their production practices and technologies, and reduce their vulnerability to climate change.	<ul style="list-style-type: none"> 4 000 subsistence producers of 128 associations, introduce cultivation technologies adapted to drought, and implement soil conservation practices and works; 1 100 agricultural production families improve their micro-irrigation systems in 1 650 hectares; Two pilot projects related to environmental service payment, executed. 	<ul style="list-style-type: none"> Innovative producer Reports Regular Planning/ M&E reports Mid-term and final evaluations 	<p>Seasonal climatic conditions are normal.</p>
Output 5: Human Development Investments (Infrastructure) Poor rural families improve their household living conditions and sanitation through wider access to basic social infrastructure, and labour-saving devices.	<ul style="list-style-type: none"> 18 000 small social infrastructure works and installations, constructed/ rehabilitated (9 000 water harvesting/ storing devices; 9 000 improved cooking stoves) (RIMS anchor indicator). 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study report Regular Planning/ M&E reports Municipal records/ archives Documents and records of organizations/ service providers 	<p>An incentive system for communities and municipalities in infrastructure construction/ maintenance, established.</p>
Output 5: Institutional Strengthening The Programme's executing entity strengthens its technical, operational and institutional capacities for rural development.	<ul style="list-style-type: none"> The executing entity (SAG) establishes an improved rural sectoral policy/strategy framework; SAG generates applied institutional learning in the context of a results-based M&E system for investment programme coordination and implementation; FONADERS manages sustainably the National Plan for Rural Saving Associations; 	<ul style="list-style-type: none"> SAG Annual Report FONADERS Annual Report 	<p>The institutional renovation process, appropriated by SAG.</p>

N